

386537-2026 - Competition

France – Printing and related services – Marché public de fabrication et diffusion des publications du CIG petite couronne

OJ S 107/2026 05/06/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services - Supplies

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: CIG PETITE COURONNE

Email: info@cig929394.fr

Legal type of the buyer: Body governed by public law

Activity of the contracting authority: General public services

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Marché public de fabrication et diffusion des publications du CIG petite couronne

Description: Marché public de fabrication et diffusion des publications du CIG petite couronne

Procedure identifier: 85374a51-430d-4ece-a351-22e4113af889

Internal identifier: 2026-14

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Additional nature of the contract: Supplies

Main classification (cpv): 79800000 Printing and related services

Additional classification (cpv): 79571000 Mailing services

2.1.2. Place of performance

Postal address: 1 rue Lucienne Gérard

Town: Pantin

Postcode: 93500

Country subdivision (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Country: France

Additional information: Pour les deux lots : L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 1er décembre 2026 ou à compter de sa notification si elle est postérieure. A l'issue de la première année de son exécution, l'accord-cadre peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconductions de 3 ans, sans que la durée globale de l'accord-cadre ne puisse excéder 4 ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur dans les trois mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le fait générateur de la reconduction de l'accord-cadre sera constitué par le plus précoce des deux événements suivants : • la date anniversaire de la date d'effet de l'accord-cadre : l'accord-cadre sera alors tacitement reconduit à cette date ; • dans l'hypothèse d'un accord-cadre conclu avec un montant maximum annuel : la date à laquelle ce montant maximum est atteint ; l'accord-cadre

sera alors reconduit par décision expresse du pouvoir adjudicateur qui fixera la date d'effet de cette reconduction. La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnisation.

2.1.3. Value

Estimated value excluding VAT: 596 000,00 EUR

2.1.4. General information

Legal basis:

Directive 2014/24/EU

2.1.5. Terms of procurement

Terms of submission:

Maximum number of lots for which one tenderer can submit tenders: 2

Terms of contract:

Maximum number of lots for which contracts can be awarded to one tenderer: 2

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Procurement Document

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Lot n°1 : impression, façonnage et livraison des publications du CIG petite couronne

Description: Lot n°1 : impression, façonnage et livraison des publications du CIG petite couronne

Internal identifier: 2026-14 lot 1

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 79800000 Printing and related services

Additional classification (cpv): 79571000 Mailing services

5.1.2. Place of performance

Postal address: 1 rue Lucien Gérard

Town: Pantin

Postcode: 93500

Country subdivision (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Country: France

Additional information: L'accord-cadre est conclu sans minimum et un maximum annuel de 136 000 euros HT.

5.1.3. Estimated duration

Duration: 1 Year

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 3

Other information about renewals: L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 1er décembre 2026 ou à compter de sa notification si elle est postérieure. A l'issue de la première année de son exécution, l'accord-cadre peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconductions de 3 ans, sans que la durée globale de l'accord-cadre ne puisse excéder 4 ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune

décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur dans les trois mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le fait générateur de la reconduction de l'accord-cadre sera constitué par le plus précoce des deux évènements suivants : • la date anniversaire de la date d'effet de l'accord-cadre : l'accord-cadre sera alors tacitement reconduit à cette date ; • dans l'hypothèse d'un accord-cadre conclu avec un montant maximum annuel : la date à laquelle ce montant maximum est atteint ; l'accord-cadre sera alors reconduit par décision expresse du pouvoir adjudicateur qui fixera la date d'effet de cette reconduction. La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnisation.

5.1.5. Value

Estimated value excluding VAT: 544 000,00 EUR

5.1.6. General information

This is a recurrent procurement

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): no

This procurement is also suitable for small and medium-sized enterprises (SMEs): yes

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.11. Procurement documents

Languages in which the procurement documents are officially available: French

Address of the procurement documents: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_psSiMdWFW-

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.achatpublic.com/>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 06/07/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 6 Months

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Not allowed

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

Legal form that must be taken by a group of tenderers that is awarded a contract: Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représentera l'ensemble les membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements.

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 25

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: CIG PETITE COURONNE

Information about review deadlines: Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Montreuil 7, rue Catherine Puig (niveau 206, rue de Paris) 93 558

MONTREUIL Cedex Téléphone : 01 49 20 20 00 - Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Services auprès duquel se renseigner pour obtenir des renseignements concernant

l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Montreuil 7, rue Catherine Puig (niveau

206, rue de Paris) 93 558 MONTREUIL Cedex Téléphone : 01 49 20 20 00 - Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Du lundi au vendredi de 9h00 à 17h30 Précisions concernant le(s)

délai(s) d'introduction des recours : - Référé précontractuel : conformément aux dispositions

des articles L. 551-1 et R.551-1 du Code de Justice Administrative, avant la conclusion du

contrat ; - Référé contractuel : conformément aux dispositions des articles L. 551-13 et R. 551-

7 du Code de la Justice Administrative, dans un délai : - de 31 jours suivant la publication d'un

avis d'attribution du marché public, - de 6 mois à compter du lendemain du jour de la

conclusion du contrat en l'absence de publication d'un avis d'attribution. Ce recours ne peut

être exercé dans les cas suivants : - à l'égard des marchés publics dont la passation n'est pas

soumise à une obligation de publicité préalable lorsque le pouvoir adjudicateur a, avant la

conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze

jours après cette publication, - à l'égard des marchés publics soumis à publicité préalable

auxquels ne s'applique pas l'obligation de communiquer la décision d'attribution aux candidats

non retenus (marchés à procédure adaptée) lorsque le pouvoir adjudicateur a, avant la

conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze

jours après cette publication, - par les demandeurs ayant fait usage du référé précontractuel

dès lors que le pouvoir adjudicateur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 du

code de justice administrative et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce

recours. - Recours en excès de pouvoir : conformément aux dispositions de l'article R.421-1

du Code de la Justice Administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification

de la décision d'attribution ou de rejet. - Recours de plein contentieux : conformément à l'

article R 421-1 du Code de la Justice Administrative et à l'arrêt du Conseil d'Etat du 04/04

/2014, Département de Tarn-et-Garonne, tout candidat évincé peut former un recours en

pleine juridiction, dans un délai de deux mois à compter de la publicité annonçant la

conclusion du marché. Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de

référé-suspension (article L 521-1 du Code de justice administrative)

Organisation providing additional information about the procurement procedure: CIG PETITE

COURONNE

Organisation providing offline access to the procurement documents: CIG PETITE

COURONNE

Organisation receiving requests to participate: CIG PETITE COURONNE

Organisation processing tenders: CIG PETITE COURONNE

5.1. Lot: LOT-0002

Title: Pour le lot 2 : routage de publications périodiques et de produit d'impression :

Description: Pour le lot 2 : routage de publications périodiques et de produit d'impression :

Internal identifier: 2026-14- lot 2

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 79800000 Printing and related services

Additional classification (cpv): 79571000 Mailing services

5.1.2. Place of performance

Postal address: 1 rue Lucien Gérard

Town: Pantin

Postcode: 93500

Country subdivision (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Country: France

Additional information: L'accord-cadre est conclu sans minimum et un maximum annuel de 13 000 euros HT.

5.1.3. Estimated duration

Duration: 1 Year

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 3

Other information about renewals: L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 1er décembre 2026 ou à compter de sa notification si elle est postérieure. A l'issue de la première année de son exécution, l'accord-cadre peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconductions de 3 ans, sans que la durée globale de l'accord-cadre ne puisse excéder 4 ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur dans les trois mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le fait générateur de la reconduction de l'accord-cadre sera constitué par le plus précoce des deux évènements suivants : • la date anniversaire de la date d'effet de l'accord-cadre : l'accord-cadre sera alors tacitement reconduit à cette date ; • dans l'hypothèse d'un accord-cadre conclu avec un montant maximum annuel : la date à laquelle ce montant maximum est atteint ; l'accord-cadre sera alors reconduit par décision expresse du pouvoir adjudicateur qui fixera la date d'effet de cette reconduction. La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnisation.

5.1.5. Value

Estimated value excluding VAT: 52 000,00 EUR

5.1.6. General information

This is a recurrent procurement

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): no

This procurement is also suitable for small and medium-sized enterprises (SMEs): yes

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.11. Procurement documents

Languages in which the procurement documents are officially available: French

Address of the procurement documents: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_psSiMdWFW-

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.achatpublic.com/>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 06/07/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 6 Months

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Not allowed

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

Legal form that must be taken by a group of tenderers that is awarded a contract: Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représentera l'ensemble les membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements.

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 25

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: CIG PETITE COURONNE

Information about review deadlines: Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Montreuil 7, rue Catherine Puig (niveau 206, rue de Paris) 93 558

MONTREUIL Cedex Téléphone : 01 49 20 20 00 - Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Services auprès duquel se renseigner pour obtenir des renseignements concernant

l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Montreuil 7, rue Catherine Puig (niveau

206, rue de Paris) 93 558 MONTREUIL Cedex Téléphone : 01 49 20 20 00 - Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Du lundi au vendredi de 9h00 à 17h30 Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : - Référé précontractuel : conformément aux dispositions des articles L. 551-1 et R.551-1 du Code de Justice Administrative, avant la conclusion du contrat ; - Référé contractuel : conformément aux dispositions des articles L. 551-13 et R. 551-7 du Code de la Justice Administrative, dans un délai : - de 31 jours suivant la publication d'un avis d'attribution du marché public, - de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en l'absence de publication d'un avis d'attribution. Ce recours ne peut être exercé dans les cas suivants : - à l'égard des marchés publics dont la passation n'est pas

soumise à une obligation de publicité préalable lorsque le pouvoir adjudicateur a, avant la conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze jours après cette publication, - à l'égard des marchés publics soumis à publicité préalable auxquels ne s'applique pas l'obligation de communiquer la décision d'attribution aux candidats non retenus (marchés à procédure adaptée) lorsque le pouvoir adjudicateur a, avant la conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze jours après cette publication, - par les demandeurs ayant fait usage du référé précontractuel dès lors que le pouvoir adjudicateur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 du code de justice administrative et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours. - Recours en excès de pouvoir : conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution ou de rejet. - Recours de plein contentieux : conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative et à l'arrêt du Conseil d'Etat du 04/04 /2014, Département de Tarn-et-Garonne, tout candidat évincé peut former un recours en pleine juridiction, dans un délai de deux mois à compter de la publicité annonçant la conclusion du marché. Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L 521-1 du Code de justice administrative)

Organisation providing additional information about the procurement procedure: CIG PETITE COURONNE

Organisation providing offline access to the procurement documents: CIG PETITE COURONNE

Organisation receiving requests to participate: CIG PETITE COURONNE

Organisation processing tenders: CIG PETITE COURONNE

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: CIG PETITE COURONNE

Registration number: 28750006000028

Postal address: 1 rue Lucienne Gérain

Town: Pantin cedex

Postcode: 93698

Country subdivision (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Country: France

Contact point: MME Massilia AYAD - Juriste chargée de la commande publique

Email: info@cig929394.fr

Telephone: +33 156968080

Internet address: <https://www.cig929394.fr/>

Information exchange endpoint (URL): https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_psSiMdWFW-

Buyer profile: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

Organisation providing offline access to the procurement documents

Organisation receiving requests to participate

Organisation processing tenders

Review organisation

Notice information

Notice identifier/version: f0e46671-6ea7-497a-bd21-dd85404ea3d8 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 03/06/2026 15:48:52 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 386537-2026

OJ S issue number: 107/2026

Publication date: 05/06/2026